



**PRÉFET  
DE LA MANCHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 09/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SNEH Matériaux SAS**

Les Carrières Rouges  
50490 Muneville-Le-Bingard

Références : 2025 - 02  
Code AIOT : 0005301366

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement SNEH Matériaux SAS implanté Les Carrières Rouges 50490 Muneville-le-Bingard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection, avec prélèvement inopiné, s'inscrit dans le cadre d'une action régionale menée par la DREAL Normandie visant à s'assurer que l'organisation mise en place par les exploitants de carrière ou d'installation de stockage de déchets inertes non dangereux (ISDI) réceptionnent bien des déchets inertes et non dangereux conformes à la réglementation et à leurs arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SNEH Matériaux SAS

- Les Carrières Rouges 50490 Muneville-le-Bingard
- Code AIOT : 0005301366
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière de grès rouge a débuté il y a une quarantaine d'années (AP initial du 1er décembre 1981).

Le renouvellement d'autorisation d'exploiter cette carrière a été accordé en dernier lieu par un arrêté du 19 décembre 2007 pour une durée de 30 ans.

Cette autorisation porte sur une surface totale de 115ha (82ha pour extraction, 22ha pour les stockages, 10ha pour les installations). La production maximale autorisée s'élève à 1000000 t/an au total.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Document préalable d'admission des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
4	Contrôle visuel	Autre du 12/12/2014	Demande d'action corrective	1 mois
5	Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Présence du registre	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5	Sans objet
6	Acceptation de déchets inertes	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une procédure pour prévenir la présence de déchets non-inertes et dangereux, toutefois les résultats d'analyse montrent que certains apports n'étaient pas conformes à la réglementation, il convient donc d'améliorer les pratiques sur ce point.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Présence du registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable - annexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'accusé d'acceptation des déchets (comprenant d'après l'article 8 : la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ainsi que la date et l'heure de l'acceptation des déchets) ;</li><li>- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;</li><li>- le cas échéant, le motif de refus d'admission.</li></ul> Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas su présenter le registre au moment de la visite mais l'a transmis le lendemain à l'inspection des installations classées. Le document comporte la quantité de déchets apportée, le nom du client, la date l'heure et le résultat du contrôle visuel comme prévu par la réglementation. Les derniers bons de livraisons ont permis de faire un choix parmi les derniers apports pour sélectionner les lots à contrôler pour la visite.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le responsable du site doit être en mesure d'accéder à tout moment au registre des déchets entrants afin de pouvoir justifier la conformité de l'activité pratiquée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Document préalable d'admission des déchets inertes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document préalable - annexes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un

<p>même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;</li> <li>- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;</li> <li>- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;</li> <li>- l'origine des déchets;</li> <li>- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;</li> <li>- la quantité de déchets concernée en tonnes. Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum. Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les documents d'acceptation préalable associés aux 3 lots choisis par l'inspection, il s'agit de la déchetterie de HYENVILLE, l'aménagement d'un giratoire sur la RD 650 et de la déchetterie de Saint sauveur le village.</p> <p>Le modèle de DAP permet de satisfaire à la plupart des attentes prévues explicitement dans l'article 5 de l'arrêté ministériel. Toutefois il ne permet pas de d'obtenir un engagement du producteur du déchet sur son caractère non-dangereux. Le modèle permet de savoir si des analyses ont été conduites mais on ne sait pas lesquelles, ni si elles sont suffisantes, ni les résultats.</p> <p>Les coordonnées GPS des deux déchetteries sont erronées. Une erreur sur ce point pour d'autres chantiers rendrait impossible l'étude de l'historique du site d'excavation et à partir de ces éléments évaluer le caractère potentiellement pollué ou non du déchet. Ces éléments tendent à démontrer que l'utilisation des bases de données et notamment celles relatives aux pollutions n'est pas réalisée pour déterminer l'acceptabilité des déchets.</p> <p>Pour ces deux DAP de déchetteries il est écrit que les terres ne sont pas potentiellement polluées, ce qui paraît inapproprié au regard de la diversité des apports et l'absence d'analyses. De la même façon, il est précisé dans la DAP qu'un tri n'est pas nécessaire, or la visite terrain a montré que quelques matériaux non conformes sont présents dans ces apports.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant modifiera sous 1 mois le modèle de DAP afin d'obtenir l'engagement du producteur de déchet sur son caractère non dangereux ainsi que l'ensemble des indices permettant de justifier cela (analyses, absence d'incendie,...).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Prélèvement de déchets inertes non-dangereux destinés au remblayage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, résultats des analyses du prélèvement inopiné
<b>Prescription contrôlée :</b>  - l'accusé d'acceptation des déchets ;
<b>Constats :</b>  Les résultats d'analyse de la déchetterie de Hyenville montrent un taux de sulfate dépassant le seuil de l'arrêté ministériel, cet apport est donc non inerte. Les résultats d'analyses sur brut montrent l'absence de caractère dangereux.  Les résultats d'analyse des terres ayant été excavées pour l'aménagement du giratoire sur la RD 650 permettent de confirmer le caractère inerte de ces déchets ainsi que leur caractère non dangereux.  Les résultats d'analyses des apports fait par la déchetterie de Saint-sauveur-le-village montrent également un taux de sulfate dépassant le seuil de l'arrêté ministériel, ce sont donc des déchets non-inertes. Les résultats d'analyses sur brut ont permis de constater une présence importante de cuivre et de plomb permettant de suspecter l'atteinte de la mention de danger HP7 selon le guide INERIS.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra sous un mois soit apporter des éléments nouveaux permettant de considérer les apports des déchetteries comme inertes et non-dangereux, soit procéder à leur retrait et traitement en filière appropriée.  L'exploitant mènera des actions correctives préventives en adaptant sa procédure d'accueil concernant les apports de déchetteries et en vérifiant la bonne application de ces pratiques. Il indiquera sous 1 mois à l'inspection des installations classés la nature des actions correctives mises en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Contrôle visuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 12/12/2014
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, absence de matériaux interdits
<b>Prescription contrôlée :</b>  - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant indique qu'il y a toujours un agent du site présent lors du déchargement.</p> <p>Des matériaux non-conformes par nature (plastiques, racines, bois...) à l'arrêté ministériel sont présents en petites quantités et le responsable du site indique pratiquer régulièrement un sur-tri pour éliminer les matériaux résiduels non-conformes, il indique que précédemment une benne de déchets industriels était présente pour envoyer ces matières en élimination mais qu'elle a été retirée deux semaines avant le contrôle.</p> <p>Le contrôle visuel de l'inspection a permis de constater la présence de matériaux potentiellement amiantés mais de taille trop petite pour pouvoir pratiquer une analyse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra disposer en permanence d'une benne DIB afin de procéder à l'élimination des matériaux non-conformes non-dangereux ainsi que des mesures adaptées à l'élimination des matières amiantées qui seraient présentes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Procédure d'acceptation préalable des déchets inertes**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Contenu de la procédure</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li> <li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li> <li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.</li> </ul> <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant a transmis à l'inspection la procédure utilisée pour définir les critères d'acceptation des déchets sur le site. La procédure décrit les renseignements et les analyses à réaliser pour permettre l'acceptation du déchets, ces conditions d'acceptation et de refus ainsi que le rôle de chacun des intervenants.

Cette procédure appelle les remarques suivantes:

- La phrase "La vérification de l'absence de propriétés de dangers HP1 à HP 15 (métaux sur brut, COHV, Potentiel Redox)" laisse sous-entendre que l'on pourrait évaluer le résultat des propriétés de danger HP1 à HP15 grâce aux analyses de métaux sur bruts, COHV et le potentiel redox, or ce ne sont que des indices qui permettent d'écarter le caractère potentiellement dangereux mais ne peuvent en aucun cas donner des résultats sur les propriétés de danger HP.
- Les terres venant d'ICPE ou d'activités susceptibles d'être polluantes (garages, produits phytosanitaires, épuration, peinture,...) devraient bénéficier du même niveau de doute que les autres sites industriels.
- Il semblerait nécessaire de collecter au sein des DAP des informations sur les incendies ayant pu avoir lieu sur le site d'excavation afin de juger de la nécessité ou non de pratiquer des analyses sur les dioxines/furanes et les PFAS.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra à jour sa procédure et les DAP pour tenir compte des remarques de l'inspection sous un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 6 : Acceptation de déchets inertes**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

**Thème(s) :** Autre, procédure d'acceptation préalable - mise en oeuvre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

**Constats :**

L'exploitant met effectivement en œuvre la procédure d'acceptation préalable, les DAP sont systématiquement exigées au préalable grâce à l'outil e-DAP, les analyses prévues sont également conduites. Le contrôle visuel est effectué à l'accueil ainsi qu'au déchargement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Traçabilité des déchets**



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Pour l'application du II de l'article L. 541-7, les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. Le registre permet d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments.</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La transmission des informations au registre national des déchets, mentionné à l'article R. 541-43, vaut transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments lorsque cette transmission respecte les conditions du présent II en matière de délai et de contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant possède bien un compte RNDTS qui a été renseigné jusqu'au 31/08/2024.  Il est rappelé que les téléversements des données dans le RNDTS doivent être effectués au plus tard le dernier jour du mois suivant la réception des déchets.  La présence de personnel au déchargement permet à l'exploitant de connaître l'origine des tas de matériaux constitués par les apports.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra renseigner le RNDTS pour la période manquante (septembre, octobre, novembre) sous 1 mois et veillera à respecter le délai réglementaires une fois le retard résorbé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

